

Pourrions-nous aborder directement le problème: a-t-on le droit de recourir à des postes radiophoniques étrangers en d'autres circonstances pendant la campagne? Au début je favorisais nettement une défense rigoureuse en tout temps. Ma conviction a été ébranlée par ce que M. Montgomery a dit et maintenant j'avoue franchement que je ne sais plus très bien quoi penser.

M. CARON: En ce qui a trait à la radiodiffusion durant les dernières 48 heures ne pourrions-nous pas recourir à la Société Radio-Canada, non, au Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion simplement pour ce qui regarde la radiodiffusion de l'extérieur? On devrait obtenir la permission du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, ou, au Canada, de la Société Radio-Canada.

M. PICKERSGILL: Je crois que c'est imposer un fardeau inutile aux autorités. Après tout, les règlements britanniques sont ainsi parce que la BBC détenait, jusqu'à tout récemment, un monopole que nous ne connaissons pas sous notre régime.

M. CARON: En Grande-Bretagne on recourt aux stations irlandaises, aussi, celles de l'État libre d'Irlande.

M. PICKERSGILL: Oui et il y a aussi Radio-Luxembourg. Je crois franchement qu'avant de décider comment nous allons défendre les émissions venant de l'étranger au cours des dernières 48 heures, nous devrions régler le problème de savoir si nous allons ou non les interdire complètement, parce que si nous les défendons complètement, nous n'avons pas besoin de nous préoccuper de modifier le texte pour nous assurer qu'elles seront défendues pendant les dernières 48 heures. Si nous ne pouvons pas nous entendre sur une interdiction totale, alors nous pourrions revenir à ce problème.

M. BELL (*Carleton*): Supposons qu'il s'agisse d'interdire pareilles émissions pendant toute la durée de la campagne électorale. Je me demande si le secrétaire parlementaire du ministère du Revenu National pourrait nous donner quelques renseignements au sujet des régions du Canada qui ne sont pas desservies du tout, ou qui ne sont pas desservies suffisamment, par des stations canadiennes.

M. PICKERSGILL: Là où il existe des stations étrangères.

M. BELL (*Carleton*): Oui, là où il existe des stations étrangères disponibles, évidemment.

M. PICKERSGILL: La plupart des régions qui ne possèdent pas de postes canadiens n'ont pas non plus accès à des postes étrangers, sauf la Russie.

M. LAMBERT: Il s'est produit un changement depuis la dernière élection, tout particulièrement l'année dernière; et lorsque le temps des prochaines élections arrivera, les circonstances auront encore changé considérablement. Quant aux difficultés éprouvées, c'est à Toronto et dans la partie continentale sud de la Colombie-Britannique, sans oublier la région de Winnipeg qu'elles se sont posées avec le plus de gravité par rapport à la télévision, ces régions étant exclusivement desservies par Radio-Canada qui, évidemment, ne pouvait pas vendre ces périodes de temps à des particuliers. Il y avait aussi cette allocation de périodes de temps mises gratuitement à la disposition des partis à la suite des négociations avec Radio-Canada en vue de l'élection de 1958.

Mais pour ce qui est de la partie continentale sud de la Colombie-Britannique et l'île Vancouver, les postes établis outre-frontière à Bellingham et, je pense, à Tacoma, ont fait une petite fortune.

M. HENDERSON: Je vous prie de m'excuser, monsieur le président, on m'appelle au téléphone de Prince-George.

Le PRÉSIDENT: Ne les faites pas attendre, monsieur Henderson.

M. HENDERSON: Ne faites jamais attendre les patients.

M. LAMBERT: De plus, monsieur le président, il y avait le sud-centre de la Colombie-Britannique, la région près de Nelson et de Trail. A ce moment-là, la télévision de Radio-Canada n'était pas disponible. Peut-être cette région est-elle maintenant desservie par un satellite, au moins en ce qui a trait aux périodes de temps gratuites par l'entremise de la société Radio-Canada, mais il est impossible que des individus le fassent; il ne peuvent pas s'y présenter personnellement. Et, comme on l'a indiqué, dans les provinces Maritimes, la situation se répète dans certaines régions.